
COVID 19 – Flash Europe et International n°4

du 27 mars 2020



Point de situation au niveau UE

Les vingt-sept préparent un plan de relance sans précédent

1/ Les Vingt-sept réfléchissent à la sortie de crise, malgré des divisions

Lors du troisième sommet européen tenu en deux semaines, et après six heures de discussion, la déclaration suivante a été publiée le 27 mars par les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement : <https://www.consilium.europa.eu/media/43084/26-vc-euco-statement-fr.pdf>

Le sujet des « *corona bonds* » (dette mutualisée entre les Vingt-sept), voulus par la France et huit autres Etats (Italie, Espagne, Grèce, Belgique, Slovénie, Irlande, Luxembourg, Portugal), ne figure pas (encore) dans le texte.

Deux points centraux dans cette déclaration :

- Une commande passée aux ministres des Finances de l'Eurogroupe pour présenter dans les 15 jours des propositions chocs (recours au Mécanisme européen de stabilité, *corona bonds*...).
- L'annonce d'un plan de relance *sans précédent* pour la sortie de crise : le Président du Conseil européen, Charles Michel, la Commission et la BCE vont préparer une feuille de route.

En détail, les cinq axes de cette déclaration :

1. Limiter la propagation du virus

- Rappel du renforcement des contrôles aux frontières extérieures en appliquant une restriction temporaire coordonnée des déplacements non essentiels à destination de l'UE. Une évaluation de la *situation en temps utile* permettra de savoir s'il convient ou non de prolonger ces mesures.
- Appel à une gestion harmonieuse des frontières intérieures pour les personnes et les marchandises et préservation du marché unique.

2. Mettre à disposition du matériel médical

3. Promouvoir la recherche

- 140 millions d'euros ont déjà été mobilisés pour financer 17 projets, notamment sur des vaccins.

4. Faire face aux conséquences socioéconomiques

- Soutien aux mesures « résolues » prises par la BCE.
- Demande à l'Eurogroupe de présenter des propositions dans les deux semaines. Ces propositions devraient tenir compte de la *nature sans précédent du choc du COVID-19*, qui touche tous nos pays.
- Flexibilité budgétaire et juridique actée pour les États membres qui ont besoin de pouvoir faire tout ce qui est nécessaire.
- Soutien aux mesures économiques et budgétaires proposées par la Commission :
 - L'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie.
 - L'utilisation de la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance.

- L'initiative d'investissement en réaction au coronavirus : 37 Mds d'euros d'investissements au titre de la politique de cohésion pour faire face aux conséquences de la crise.
- La contribution apportée par la BEI à la mobilisation de ressources destinées à fournir des garanties bancaires et à investir dans les entreprises européennes, en particulier les PME.
- Les nouvelles lignes directrices sur le filtrage des investissements directs étrangers.

5. Annonce d'une stratégie de sortie de crise coordonnée

Les Vingt-sept commencent à préparer « les mesures nécessaires pour revenir à un fonctionnement normal de nos sociétés et de nos économies et à une croissance durable, en intégrant notamment la transition écologique et la transformation numérique, et en tirant tous les enseignements de la crise ». **Cela passera par une stratégie de sortie coordonnée, un vaste plan de relance et des investissements sans précédent.**

Ils invitent la Commission et le président du Conseil européen, en consultation avec les autres institutions (en particulier la BCE), à commencer à travailler sur une feuille de route accompagnée d'un plan d'action.

2/ Feu vert des ministres et du Parlement européens pour l'initiative de 37 Mds d'investissement Covid

Le Parlement européen a approuvé à la quasi-unanimité, lors de sa session plénière extraordinaire du 26 mars, les mesures proposées par la Commission en vue de faire face au Covid-19 (initiative d'investissement pour la réponse au coronavirus et modifications du Fonds de solidarité de l'UE).

La Commission renoncera pour 2020 au remboursement des préfinancements non dépensés pour les fonds européens structurels et d'investissements, soit 8 milliards d'euros, ce qui permettrait d'obtenir 29 milliards d'euros supplémentaires grâce au cofinancement européen.

Pour le Fonds de solidarité, son champ d'application sera étendu aux situations d'urgence sanitaire. Les avances seront augmentées jusqu'à 25% de la contribution européenne, au lieu de 10% actuellement. Enfin, des ressources supplémentaires jusqu'à 50 milliards d'euros ont été inscrites dans le budget 2020.

Pour la France et d'après la Commission 650 M€ seraient disponibles (368 M€ budgétés pour 2020 et 312 M€ non consommés en 2019).

Au niveau territorial, chaque région fait actuellement remonter ses propres montants à l'ANCT (ex CGET/DATAR). Les montants disponibles diffèrent fortement d'une région à une autre.

A noter que la Commission des budgets du Parlement européen demande de mobiliser 7 milliards d'euros supplémentaires du budget européen : **4 milliards d'euros** de flexibilités disponibles dans le budget 2020 et **3 milliards d'euros d'excédent** du budget 2019 qui doivent normalement revenir aux États membres.

Par ailleurs, les députés ont voté à la quasi-unanimité la possibilité pour les compagnies aériennes de déroger temporairement à la règle dite du « 80/20 », sur les **créneaux horaires (slots) dans les aéroports**. Du côté du Conseil, une procédure écrite visant à valider cette dérogation se terminera lundi 30 mars à 10 heures.

3) Nouvelles lignes directrices pour protéger les entreprises et infrastructures des prises de contrôle étrangères durant la crise

Si l'Union européenne reste ouverte aux investissements étrangers, la Commission a rappelé qu'elle avait également la responsabilité de protéger les entreprises et secteurs européens stratégiques, ainsi que la souveraineté économique européenne. La Commission a ainsi publié une communication appelant les États membres dotés de procédures de filtrage des investissements étrangers à en exploiter toutes les marges de manœuvre et les États membres qui ne disposent pas de tels mécanismes à en adopter.

Avec la loi PACTE et le décret du 31 décembre 2019 qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2020, la France a été l'un des premiers États membres à se doter d'un tel mécanisme de filtrage des investissements étrangers.



Point de situation en Allemagne : *De nouvelles mesures pour faire face à la crise*



Principales mesures économiques prises / actualités :

- 25 mars : L'Allemagne muscle son budget de crise pour soutenir les emplois et les entreprises menacés par l'épidémie de coronavirus (122,5 Mds d'euros de budget supplémentaire).
- 21-23 mars : Le gouvernement allemand approuve 750 Mds d'euros de mesures d'aide d'urgence :
 - o Les petites entreprises et les indépendants peuvent bénéficier de subventions directes sur une période de trois mois jusqu'à 15 000 euros. Un total de 50 Mds a été affecté à ce programme.
 - o Pour les grandes entreprises, l'État pourra monter en cas de besoin au capital au travers d'un fond de stabilisation. Les plans prévoient jusqu'à 400 Mds de garanties de crédit. Jusqu'à 100 Mds ont été réservés à d'éventuels investissements directs dans les entreprises.
 - o Un programme de crédit a été mis en place par la banque publique KfW. La banque a également affecté 100 Mds pour aider les entreprises ayant des problèmes de liquidité.
 - o Assouplissement des règles en matière de faillite et des règles sur la tenue des assemblées annuelles des actionnaires (en ligne).
- 16 mars : la Bavière a annoncé un fond de 10 milliards d'euros. Le fonds permet aux entreprises de 250 salariés maximum de solliciter des prêts compris entre 5 000 et 30 000 euros. Il sera également utilisé pour garantir 80% des prêts contractés par des entreprises menacées de défaillance.
- A compter du mois d'avril, les règles relatives au chômage partiel seront assouplies à travers :
 - o La réduction du seuil minimum d'employés affectés par le chômage partiel à 10% ;
 - o La dispense partielle ou totale de la nécessité de constituer un solde négatif en matière d'heures de travail ;
 - o L'ouverture des allocations de chômage partiel aux travailleurs temporaires/intérimaires ;
 - o Le remboursement total des contributions de sécurité sociale relatives au chômage partiel.

Principaux impacts économiques :

- La crise va coûter au pays des centaines de milliards, selon les chiffres de l'institut ifo. L'économie devrait subir une contraction allant de 7,1 à 20,6 points de pourcentage, ce qui correspond à une fourchette entre 255 et 729 milliards d'euros. Dans les scénarios esquissés par l'institut de recherche, jusqu'à 1,8 million d'emplois soumis aux cotisations sociales (soit 1,4 million d'emplois à plein temps) pourraient être supprimés.
- Difficulté de circulation des marchandises relevées par notre homologue du BDI (ex : frontière polonaise)
- Selon ING, l'économie allemande devrait se contracter de 1,5% sur l'année 2020. En début d'année, l'OCDE tablait encore sur une (faible) croissance (+0,3%).
- La baisse de la consommation est estimée à 4% avec les mesures de confinement (source : ING).
- La confiance des investisseurs allemands est au plus bas depuis la crise financière de 2008¹
- Concernant le risque conjoncturel du Covid-19, l'IW Köln estime qu'un ralentissement de 3 points de la croissance chinoise coûterait 0,1 point de croissance à l'Allemagne, les exportations vers la Chine représentant 3% de la création de valeur totale de l'Allemagne.

¹ <https://www.ft.com/content/76310888-683c-11ea-a3c9-1fe6fedcca75>



Principales mesures économiques prises :

- La Confindustria, le patronat italien, demande (1) une réaction européenne forte (émission des titres de dette nationale avec une garantie européenne, sans mutualisation), (2) un plan de soutien massif des petites et moyenne entreprises (mesures extraordinaires pour assurer les liquidités, prêts de soutien sur 30 ans, sécurisation des chaînes d'approvisionnement, mobilisation de la BEI et du FEI européen), (3) une modification du cadre réglementaire en Italie et en Europe (mesures temporaires pour réviser les règles en matière de fonds propres afin d'encourager de nouveaux prêts pour les entreprises endommagées par Covid-19, allègement des exigences prudentielles des banques pour les prochains 12 à 24 prochains mois pour desserrer le crédit...).
- Devant la hausse rapide du nombre de victimes, Rome a décidé d'accélérer le durcissement des restrictions, demandé par les élus du Nord du pays. Giuseppe Conte, Président du Conseil des ministres, a annoncé **l'arrêt de toute activité productive qui ne soit strictement « nécessaire, cruciale, indispensable à garantir les biens et services essentiels »** jusqu'au 3 avril prochain, au moins.
- Au terme d'une nouvelle négociation avec les syndicats, le gouvernement a restreint la liste des « activités productives essentielles » qui peuvent continuer à fonctionner. Le décret signé le 25 mars modifie celui du 22 mars en établissant une nouvelle liste d'activités autorisées (environ 80). Les syndicats ont salué « un excellent résultat » pour « protéger la santé de tous les travailleurs et de tous les citoyens ». Dans toutes les activités qui continuent à fonctionner, les salariés devront être dotés de dispositifs de protection, et le protocole sur les mesures contre le coronavirus devra être rigoureusement appliqué.
 - Activités autorisées : agroalimentaire, énergie, banques et assurances, transports, services postaux, production pharmaceutique, production de piles et batteries, intérim et *call center*.
 - Activités arrêtées : automobile, habillement, filière du caoutchouc, production de machines agricoles et de machines-outils pour l'industrie alimentaire, filières des matières plastiques et du papier.
- La Lombardie, particulièrement touchée, a annoncé la suspension des activités artisanales, de tous les marchés hebdomadaires ouverts et des activités liées aux services personnels.

Principaux impacts économiques :

- Les prix de l'électricité et du gaz ont respectivement diminué de 18,3 et 13,5%.
- Le gouvernement italien a annoncé qu'Alitalia serait renationalisée prochainement afin d'éviter sa disparition en raison de l'arrêt des vols internationaux. Il s'agit là d'une des premières décisions par un Etat européen de nationaliser une entreprise stratégique en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19.
- Alors que la pression sur les finances publiques s'accroît pour soutenir les opérateurs économiques dont l'activité est à l'arrêt en raison des mesures de confinement, l'inquiétude porte maintenant sur la stabilité des banques italiennes. En augmentant leurs achats de la dette publique, les institutions financières italiennes sont plus vulnérables aux chocs nationaux. La dette publique italienne dépasse 131% du PIB. Il s'agit, derrière la Grèce, du deuxième pays le plus endetté d'Europe.
- L'économie de l'Italie devrait se contracter de 3% en 2020 selon *Oxford Economics*.



Point de situation au Royaume-Uni

Entrée en vigueur de mesures d'aide économiques



Principales mesures économiques prises :

- 26 mars : le Chancelier annoncera des mesures de soutien aux travailleurs indépendants. Cela s'ajoutera aux annonces du gouvernement visant à couvrir tout salaire jusqu'à 2 500 £ par mois pour le personnel maintenu par leur employeur.
- 23 mars :
 - o Le Premier ministre Boris Johnson a annoncé la fermeture des commerces non-essentiels, l'interdiction des rassemblements de plus de deux personnes et les déplacements sauf pour urgences médicales et faire ses courses.
 - o Entrée en vigueur de mesures prises² (ex : Coronavirus Business Interruption Loan Scheme accordera des prêts soutenus pouvant aller jusqu'à 5 M £ aux petites et moyennes entreprises).
- 19 mars :
 - o 2,9 Mds£ pour renforcer les soins aux personnes vulnérables.
 - o Loi³ sur le Coronavirus sur le renforcement des capacités et le déploiement flexible du personnel; assouplissement des exigences législatives et réglementaires, etc.
- Le Chancelier Rishi Sunak avait déjà annoncé⁴ un plan de soutien de l'économie de 30 Mds £ : 12 seront spécifiquement destinés aux mesures contre les coronavirus, dont au moins 5 Mds pour le NHS, et 7 milliards pour les entreprises et les travailleurs britanniques. Parmi ces mesures figurent :
 - o La hausse du montant que les entreprises peuvent emprunter par le biais du programme de prêts pour interruption d'activité en raison du Coronavirus de 1,2 million à 5 millions £ ;
 - o L'augmentation des subventions aux petites entreprises de 3 000 à 10 000 £.
- Autres mesures annoncées le 17 et 18 mars : adaptation des règles de passation des marchés publics, prêts et des garanties illimitées pour soutenir les entreprises et les aider à gérer leurs flux de trésorerie pendant cette période. Le Chancelier mettra à disposition 330 milliards de livres sterling de garanties, soit 15% du PIB britannique.
- La Banque d'Angleterre a annoncé une baisse d'urgence des taux d'intérêt pour soutenir l'économie au milieu de l'épidémie de coronavirus : les taux passent à 0,25%, ramenant les coûts d'emprunt au niveau le plus bas de l'histoire. La Banque a déclaré qu'elle libérerait également des milliards de livres de prêt supplémentaire pour aider les banques à soutenir les entreprises. Elle a confirmé le maintien du montant de son programme d'achat d'obligations d'Etat à 435 Mds£, et celui de son programme d'achat d'obligations d'entreprises à 10 Mds£.

Principaux impacts économiques :

- Le chancelier a déclaré que sans tenir compte de l'impact du coronavirus, l'Office pour la responsabilité budgétaire a prévu une croissance de 1,1% en 2020, le taux le plus bas depuis 2009.
- La British Chambers of Commerce (BCC) a abaissé ses prévisions de croissance du PIB pour 2020 à 0,8%, (par rapport aux prévisions précédentes à 1%°).
 - o La croissance trimestrielle du PIB devrait atteindre 0,2% au premier trimestre 2020, suivie d'une contraction de -0,1% au deuxième trimestre.
 - o Les estimations de la BCC pour la croissance des exportations ont été abaissées à 0,1% en 2020 (contre 1,1%) et 0,9% en 2021 (contre 1,4%), avant une croissance de 1,4% en 2022.
 - o Les prévisions de croissance de la consommation des ménages ont été revues à la baisse à 0,9% pour 2020 (contre 1,3%), 1,4% pour 2021 (contre 1,5%), avant une croissance de 1,5% en 2022.
 - o L'investissement des entreprises devrait se contracter de 0,7% cette année.
- Forts impacts sur la supply chain en provenance de Chine

² <https://www.gov.uk/government/news/coronavirus-business-support-to-launch-from-today>

³ <https://www.gov.uk/government/publications/coronavirus-bill-summary-of-impacts/coronavirus-bill-summary-of-impacts>

⁴ <https://www.gov.uk/government/news/chancellor-announces-additional-support-to-protect-businesses>



Point de situation en Chine

Relancer la consommation est devenue une priorité essentielle



Principales mesures économiques prises :

- 23 mars : La ville chinoise de Wuhan va lever le 8 avril ses restrictions aux déplacements. Les habitants du reste de la province du Hubei pourront sortir des frontières provinciales dès le 25/03.
- 19 mars : La Chine préparerait un plan de relance de 2 800 Mds CNY (394 Mds USD) pour soutenir l'investissement dans les infrastructures et accélérer le déploiement de la 5G. En attendant, elle a pris des mesures fiscales, d'emploi et de soutien aux entreprises.
- Le 18 mars, la NDRC a publié un « plan d'action visant à stimuler la consommation et réduire la pauvreté ». Le plan incite les autorités publiques et organisations affiliées à consommer davantage
- 13 mars : la banque centrale chinoise, qui a débloqué fin février des extensions ou des renouvellements de prêts aux entreprises, a annoncé une baisse du ratio de réserve obligatoire des banques, libérant 550 Mds yuans (70,6 Mds d'euros) pour soutenir l'économie. Le Quotidien du peuple annonce en première page «la réouverture de 79% des chantiers de grands travaux».

Principaux impacts économiques :

- Selon Trivium, l'économie chinoise fonctionnerait au 24 mars à 78,1 % de ses capacités normales (78,0 % pour les grandes entreprises ; 78,1 % pour les PME). Les entreprises industrielles fonctionneraient à 78 % de leur niveau normal. Les profits des entreprises industrielles chinoises ont chuté au cours des deux premiers mois de l'année : -38 % en g.a. à 411 Mds CNY (58 Mds\$).
- A partir du 29 mars, la Chine suspend temporairement l'accès à son territoire à tous les étrangers détenteurs d'un visa délivré avant le 26 mars. Les étrangers doivent refaire une demande de visa auprès d'une ambassade ou d'un consulat chinois.
- Les exportations chinoises ont chuté en glissement annuel de 17,2% en janvier/février alors que les importations baissaient de 4% mettant la balance commerciale en déficit de 7,1md USD. Euler Hermès estime que la Chine va perdre 108md USD de revenus sur ses exports de marchandises, 72md de revenus touristiques et 10md sur les services de transports soit un total de 190md de baisse globale de ses revenus d'origine extérieure.
- Net recul du RMB, à 7,09 RMB pour un dollar le 19 mars, son plus bas niveau depuis 5 mois.
- Goldman Sachs prévoit une récession de - 9 % au premier trimestre en Chine. Ses prévisions pour la croissance annuelle chinoise sont désormais de +3 % (contre +5,5 % jusqu'ici) (Reuters).
- La production industrielle a chuté de 13,5% au cours des deux premiers mois de cette année. Cela représenterait la contraction la plus importante jamais enregistrée. Le taux de chômage urbain a également bondi à 6,2% en février. Les ventes au détail ont chuté de 20,5% en glissement annuel en janvier et février 2020. La production de services s'est contractée de 13% au cours des deux premiers mois. Couplées au chiffre de la production industrielle, les données suggèrent que le PIB s'est contracté de 13% au cours des deux premiers mois de l'année, selon Capital Economics.

Taux de reprise de l'activité économique dans les 12 principales provinces de Chine

Province	% du PIB national (2019)	Taux de reprise au 3 mars	Taux de reprise au 24 mars
Shandong	7,70%	60 %	78 % (+18)
Sichuan	4,10%	61 %	77 % (+16)
Guangdong	9,80%	60 %	77 % (+20)
Jiangsu	9,30%	59 %	76 % (+17)
Zhejiang	5,70%	57 %	76 % (+14)
Fujian	3,50%	62 %	76 % (+16)
Hunan	3,70%	61 %	75 % (+14)
Shanghai	3,30%	57 %	74 % (+17)
Hebei	3,60%	56 %	74 % (+18)
Henan	4,80%	52 %	72 % (+20)
Pékin	3,10%	49 %	71 % (+22)
Hubei	4%	29 %	48 % (+19)



Point de situation aux Etats-Unis

Le nombre de cas dépasse celui de la Chine



Principales mesures économiques prises :

- 24/25 mars : accord sur un plan de relance de 2000 Mds \$, soit l'équivalent de 10% du PIB. Les mesures incluent des aides directes versées aux Américains (chèques, indemnités chômage), des prêts pour les entreprises ainsi que davantage de moyens pour les hôpitaux américains.
 - o Les hôpitaux recevraient plus de 150 Mds.
 - o Les aides aux Américains (particuliers et familles) devraient atteindre 250 Mds auxquels s'ajoutent 250 Mds de prestations d'assurance-chômage. Des chèques d'une valeur maximale de 1 200 \$ par adulte gagnant moins de 75 000 \$ (ou 2400\$ pour les couples gagnant moins de 150.000\$ / an) par année seront distribués.
 - o La taille des prêts et des prêts garantis par le gouvernement aux industries atteint 500 Mds (dont 25 en cash et 25 en prêts d'aides aux compagnies aériennes, 4 pour les entreprises cargo et 17 pour les entreprises « critiques pour le maintien de la sécurité nationale »). La législation prévoit 367 Mds de prêts et de subventions pour les petites entreprises de moins de 500 employés.
 - o Le Congrès et la Maison Blanche ont décidé d'augmenter les allocations de chômage de 600 \$ par semaine pendant quatre mois, ce qui viendra s'ajouter aux allocations de chômage de l'État du demandeur atteignant en moyenne environ 385 \$ par semaine.
- 23 mars : la FED a annoncé de nouvelles mesures de soutien à l'économie avec le rachat d'obligations d'entreprises et des achats de titres du Trésor « *dans les quantités nécessaires* ». Cela s'ajoute aux mesures déjà annoncées concernant l'achat d'au moins 500\$ Mds de titres du Trésor et au moins pour 200 Mds de titres adossés à des créances hypothécaires. La FED a aussi annoncé une série de mesures en faveur des entreprises et de consommateurs qui, « *ensemble, fourniront jusqu'à 300 milliards de dollars de nouveaux financements* ». La Fed va notamment acheter sur le marché secondaire des obligations émises par des grandes entreprises, au moins jusqu'à fin septembre. Concrètement, un véhicule sera créé, dans lequel le Trésor américain aura une participation et auquel la Réserve fédérale prêterait des fonds pour acquérir les titres. Pour bénéficier des programmes de prêts et d'achats de titres, les entreprises devront s'engager sur leur politique de dividendes et de rachats d'actions.
- 20/22 mars : mesures de confinement annoncées dans plusieurs Etats (Californie, Illinois et New-York). Appel aux entreprises à faire des dons (ex : masques).

Principaux impacts économiques :

- 3,283 millions d'Américains se sont inscrits au chômage en une semaine, cinq fois plus que le précédent record qui remonte à 1982. L'économie avait perdu 5 millions d'emplois en un an en 2008-9, elle va probablement perdre la même quantité, au moins, en deux semaines.
- Goldman Sachs a annoncé le 16 mars que le PIB américain pourrait se contracter de 5% au deuxième trimestre, ce qui serait une baisse sans précédent depuis la crise financière de 2008. Goldman Sachs prévoit que le PIB pourrait diminuer de 24% au deuxième trimestre 2020. La banque évalue à 2,25 millions le nombre de demandes d'allocation-chômage cette dernière semaine, tandis que Bank of America évoque 3 millions d'inscriptions : « *Les secteurs les plus touchés sont ceux des loisirs et de l'hôtellerie, ainsi que du commerce de détail, qui comptent une forte proportion de travailleurs payés à l'heure - environ 80 % pour le premier et 70 % pour le second - et qui peuvent difficilement travailler à domicile* ». **Le taux de chômage pourrait doubler en un mois, estime Bank of America, et même bondir à 9% selon Goldman Sachs contre 20 % en avril selon Oxford Economics.**
- Près de 80 millions d'emplois sont à risque élevé ou modéré selon l'analyse de Moody's Analytics. Cela représente plus de la moitié des 153 millions d'emplois dans l'ensemble de l'économie. Sur les 80 millions, Moody's Analytics prévoit que 27 millions de personnes sont à haut risque en raison du virus, principalement dans les transports et les voyages, les loisirs et l'hôtellerie, les services d'aide temporaire et le forage et l'extraction de pétrole.



Déclaration commune des dirigeants du G20 du 26 mars 2020 *5000 milliards de dollars pour une réponse mondiale robuste*

Les dirigeants des pays membres du G20 (G7 + Afrique du Sud + Arabie Saoudite + Argentine + Australie + Brésil + Chine + Corée du Sud + Inde + Indonésie + Mexique + Russie + Turquie + UE) ont affiché leur unité et leur détermination à apporter une réponse robuste et coordonnée à la crise mondiale du Covid-19.

Communiqué conjoint :

[https://g20.org/en/media/Documents/G20_Extraordinary%20G20%20Leaders%E2%80%99%20Summit_Statement_EN%20\(1\).pdf](https://g20.org/en/media/Documents/G20_Extraordinary%20G20%20Leaders%E2%80%99%20Summit_Statement_EN%20(1).pdf)

Pour limiter l'impact de cette crise sanitaire, économique et sociale, ils se sont dit prêts à injecter 5000 milliards de dollars dans l'économie, à coopérer avec toutes les institutions financières multilatérales (OMS, FMI, Banque mondiale et banques de développement multilatérales et régionales) et à apporter toute l'aide requise aux pays les plus vulnérables.

Les dirigeants du G20 se sont dit déterminés à atteindre leurs objectifs : protéger des vies, sauvegarder les emplois et les revenus des personnes, rétablir la confiance, préserver la stabilité financière, relancer la croissance et la reprise, minimiser les perturbations du commerce et des chaînes d'approvisionnement mondiales, fournir une aide à tous les pays qui en ont besoin, coordonner les mesures de santé publique et les mesures financières.

Pour les pays les plus vulnérables, ils promettent de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, mais aucune mention n'est faite à ce stade d'un allègement de la dette, réclamé par les institutions financières internationales.